

Conseil de sécurité

Briefing : la situation au Moyen-Orient

Déclaration de la Suisse sur la situation politique en Syrie
New York, le 30 octobre 2023

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

Monsieur le Président,

Permettez-moi maintenant de faire une déclaration à titre national sur la situation politique en Syrie.

La Suisse est très préoccupée par le risque d'escalade régionale qui résulte du conflit en Israël et dans le Territoire palestinien occupé depuis le 7 octobre dernier. Nous soutenons les efforts de l'Envoyé spécial Pedersen – que je remercie pour son exposé – visant à immuniser le plus possible la Syrie d'un tel scénario. Les attaques répétées contre les aéroports de Damas et d'Alep depuis trois semaines ainsi que les tirs sur le plateau du Golan occupé sont une preuve parmi d'autres que les répercussions du conflit au Proche-Orient se font déjà ressentir en Syrie. Nous regrettons que la situation actuelle porte un nouveau frein aux efforts visant à relancer le processus politique et les travaux du Comité Constitutionnel sur la base de la résolution 2254.

La situation sécuritaire, en particulier dans le nord du pays, s'est nettement dégradée ces dernières semaines. Au nord-ouest de la Syrie, l'attaque du 5 octobre dernier contre une académie militaire à Homs, a entraîné la mort de dizaines de personnes, y compris de nombreux civils. Les bombardements qui suivirent à divers endroits de la région d'Idlib et à l'ouest d'Alep ont eu des répercussions graves sur les populations civiles et ont entraîné d'importants déplacements de population. Au nord-est, le regain de violence a également touché les populations et de nombreuses infrastructures civiles. Le respect du droit international humanitaire ainsi que la protection des civils sont une priorité pour la Suisse. C'est pourquoi nous appelons toutes les parties à l'instauration d'un cessez-le-feu au niveau national et à assurer la protection des civils. Il est essentiel que toutes les parties respectent et fassent respecter le droit international humanitaire ainsi que les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans la conduite des hostilités. La population civile et les biens civils, y compris les infrastructures indispensables à la survie des civils telles que celles qui assurent l'approvisionnement en eau, doivent être impérativement protégés.

Monsieur le Président,

En cette période de fortes tensions régionales et internationales, il est primordial de rester à l'écoute de la société civile, seule à même de prendre le pouls de la situation sur le terrain, de capter les aspirations, les griefs et les attentes des populations, notamment des femmes. Aussi

la Suisse réitère son soutien aux organisations de la société civile actives à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie qui jouent un rôle crucial pour atténuer les tensions et conflits encore à l'œuvre dans le pays. Nous saluons le rôle de courroie de transmission que représentent la plateforme de soutien à la société civile (CSSR) et le conseil consultatif des femmes sous l'égide de l'ONU à Genève. De telles plateformes permettent de faire remonter la voix des Syriennes et des Syriens au niveau international et jusqu'à ce Conseil.

Enfin, la Suisse rappelle que la mise en œuvre de mesures de confiance, au sens de la résolution 2254 et par toutes les parties, y compris la libération des détenus et la clarification du sort des personnes disparues, sont essentielles pour ouvrir la voie à la réconciliation dans le pays.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr President,

I would now like to make a statement in my national capacity on the political situation in Syria.

Switzerland is very concerned about the risk of regional escalation resulting from the conflict in Israel and the Occupied Palestinian Territory since 7 October. We support the efforts of Special Envoy Pedersen – whom I thank for his briefing – to immunize Syria as much as possible from such a scenario. The repeated attacks on Damascus and Aleppo airports over the past three weeks and the firing on the occupied Golan Heights are just one example of how the repercussions of the Middle East conflict are already being felt in Syria. We regret that the current situation is further hampering efforts to relaunch the political process and the work of the Constitutional Committee on the basis of Resolution 2254.

The security situation, particularly in the north of the country, has deteriorated significantly in recent weeks. In north-west Syria, the attack on a military academy in Homs on 5 October resulted in the deaths of dozens of people, including many civilians. The bombardments that followed in various parts of the Idlib region and to the west of Aleppo had serious repercussions on the civilian population and led to large-scale displacement. In the north-east, the upsurge in violence has also affected the population and many civilian infrastructures. Respect for international humanitarian law and the protection of civilians are a priority for Switzerland. This is why we are calling on all parties to establish a national ceasefire and to ensure the protection of civilians. It is essential that all parties respect and ensure respect for international humanitarian law and the principles of distinction, proportionality and precaution in the conduct of hostilities. The protection of the civilian population and civilian property, including infrastructure indispensable to the survival of civilians, such as water supplies, is imperative.

Mr President,

In this period of high regional and international tension, it is vital to remain attentive to civil society, which is the only one capable of taking the pulse of the situation on the ground and capturing the aspirations, grievances and expectations of the population, particularly women. Switzerland therefore reiterates its support for civil society organisations active inside and outside Syria, which play a crucial role in easing the tensions and conflicts still at work in the country. We welcome the transmission role played by the Civil Society Support Room (CSSR) and the Women's Advisory Board under the aegis of the UN in Geneva. Platforms such as these enable the voices of Syrian women and men to be heard at international level and all the way up to this Council.

Finally, Switzerland recalls that the implementation of confidence-building measures, within the meaning of Resolution 2254 and by all parties, including the release of detainees and the clarification of the fate of missing persons, are essential to pave the way for reconciliation in the country.

Thank you.